L'Abeille de la Nouvelle-Orléans.

BUREAUX : Rue de Chartres, No 73.

NOUVELLE-ORLÉANS, DIMANCHE MATIN, 10 MARS 1872.

Neuvième Année—Vol. XLV.

DUFOUR & LEVY, PROPRIÉTAIRES-ÉDITEURS.

NOUVELLE-ORLÉANS, DIMANCHE MATIN, 10 MARS.

VENTES A L'ENCAN DE DEMAIN, LUNDI.

Pour les détails, voir aux annonces.

Par Hoffman, Marks & Co., au No 172 de la rue du Canal—Seule de marchandises de M. [illegible] Perque.

ATTENTION!

Chez soussigné à Bonnefoi—Il sera vendu aujourd'hui, à 10 heures du matin, par M.M. Hoffman, Marks et Co., dans leur salle d'encan, rue Vieille-Levée, des caisses de bottes, souliers et brodequins pour hommes, femmes, fillettes, jeunes garçons et enfants. Ces chaussures consistent en bel assortiment et méritent l'attention des marchands de la ville et de la campagne. La vente est sans aucune réserve.

☞ Faites imprimer vos Factures, Cartes, etc., et faites faire vos reliures au Prêteur Franklin Office, 112 et 114, rue Perdido.

THEATRES.

Aujourd'hui, Dimanche.

OPÉRA—La Favorite.

VARIÉTÉS—Les Brigands, La Grande Duchesse, Barbe Bleue.

ST-CHARLES—Much Ado about Nothing, or, The Swiss Swains.

VARIÉTÉS—Rondelais.

La Situation Politique en France.

Le télégraphe nous a transmis, ces jours derniers, une dépêche de Paris de 3 mars, ainsi conçue :

"Un mouvement est sur pied pour l'organisation d'un nouveau parti conservateur ayant le principal objet en vue de libérer le territoire français de l'occupation allemande et de former un ministère qui serait engagé à cela. Toutes les questions constitutionnelles seraient ajournées jusqu'après la."

Notre opinion constante, depuis la réunion de l'Assemblée de Bordeaux, a été que le devoir des partis en France était d'abdiquer momentanément devant les malheurs de la Patrie et de donner leur concours, sans arrière-pensée, à un gouvernement composé d'hommes aussi indépendants que possible de tout esprit de parti, pour remplir la haute et patriotique mission de délivrer le territoire de l'occupation allemande, et de réorganiser l'armée et les finances du pays sur une base solide. C'est donc avec une certaine satisfaction que nous accueillons la nouvelle contenue dans le télégramme qui précède. Mais nous n'avons pas, cependant, une entière confiance dans le succès du mouvement, car l'assemblée actuelle, qui représente plutôt les partis dans leurs prétentions égoïstes, que le pays lui-même, dans ses aspirations patriotiques, ne nous semble pas être à la hauteur des devoirs que lui impose la situation de la France.

Il y a plus d'un an que l'Assemblée s'est réunie, que la paix a été conclue; et, cependant, les deux questions vitales de la réorganisation des finances et de l'armée sont pas encore résolues. Le gouvernement de M. Thiers n'est pas parvenu à se mettre d'accord avec l'Assemblée sur les prêts à établir pour faire face aux nouvelles charges du budget; et le projet de loi sur l'armée traîne dans les bureaux parce qu'on craint, en le mettant en discussion, de provoquer un nouveau désaccord entre les deux branches du gouvernement. C'est profondément triste.

Nous aimons à espérer que l'élan patriotique manifesté par la nation à l'occasion de la souscription pour la libération du territoire, a réagi sur nos représentants et que c'est à cette influence salutaire qu'est dû le projet signalé par le télégraphe pour la création d'un ministère de trêve. Si ce mouvement réussit, ce ne sera pas seulement un patriotisme de l'Assemblée qu'il aura dû : ce sera aussi, nous sommes forcés de l'avouer, une dissension de la majorité royaliste qui n'est pas arrivée à s'entendre à des conditions du rétablissement de la Monarchie.

Le télégraphe nous a signalé les agitations causées par le séjour du comte de Chambord à Arcueil. Nous avons sous les yeux un journal de France, allant jusqu'au 19 février, quelques renseignements sur les manœuvres et les démarches qui ont précédé et prétendant à aller tenir une cour consulaire en Belgique.

Voici le résumé présenté par le *Journal Havre* dans son numéro du 19 février :

Après avoir vainement essayé, pendant sept mois, d'établir la fusion dynastique, les membres de l'Assemblée avaient pu réunir, en présence de l'attitude de M. le comte de Chambord, à un songe à travailler dans le silence à prétendant royal, et un peu malgré lui, à substituer, alors, au projet d'une fusion dynastique, le projet qu'on appelait "union parlementaire." Le projet a reçu une première forme par l'élaboration d'un manifeste qui fut rédigé MM. Ernoul, Target, de Carayon-Latour, et qui fut ouvert d'environ quatre-vingts signatures des gens de la droite.

Les orléanistes, qui avait suscité cette nouvelle intrigue, espérant bien en profiter, s'est empressé de donner son adhésion au manifeste. Le 3 décembre, lorsque le *Journal de Paris* a publié l'article suivant, signé du secrétaire de sa rédaction :

"Quatre-vingts membres environ de la droite, parmi lesquels nous citerons MM. Arthur de Cumont, de Meaux, Barsanton, Depeyre, viennent de mettre d'accord un manifeste politique.

"Le document dont il s'agit n'a pas encore été livré à la publicité. Mais il est déjà à présent connu dans ses points fondamentaux. Les auteurs et les signataires du Manifeste des 80 repoussent la monarchie héréditaire et traditionnelle aussi bien que toute constitutionnelle et parlementaire.

"Un d'autres termes, ils rejettent repliés sur le trône de la maison de France; mais ils veulent aussi qu'elle accepte les conditions qui sont celles des gouvernements modernes.

"Si le vœu, c'est tout un système qui se résumerait en deux mots : la fusion de la monarchie constitutionnelle avec la société moderne, du droit héréditaire avec le droit national.

"Nous n'hésitons pas à le dire, parce que c'est la vérité : les signataires du Manifeste viennent de faire un pas considérable. Ils viennent se placer sur un terrain parfaitement acceptable pour nous.

"La question maintenant est de savoir si, restant ainsi sur ce terrain par la force même des choses, ils y auront résolu tout par le comte de Chambord.

"Le langage, qui sera encouragé tout à la fusion au profit de M. le comte de Paris, inspiré par la maison d'Orléans, a été vertement relevé par les feuilles légitimistes. C'est ainsi que l'Union s'écrie :

L'analyse écrite par le *Journal de Paris*, nous devons le croire, le tort d'attribuer aux signataires du manifeste du 3 décembre un langage qui, d'un manifeste de ce genre, est un manifeste des impossible.

Ils veulent, dit le *Journal de Paris*, la monarchie héréditaire," et c'est fort heureux. Ils veulent, ajoute-t-il, replacer sur le trône la Maison de France," et c'est assurément digne d'applaudissements; mais ils veulent, continue le *Journal de Paris*, qu'elle accepte les conditions qui sont celles des gouvernements "modernes."

Tant pis pour la Maison de France, nous sommes forcés de le dire, à notre tour, puisque la question de la Maison de France est subordonnée à la souveraineté de ceux qui parlent, mais aussi tant pis pour les auteurs du manifeste dont ils parlent ne sont pas dédaignés.

Parfait que libre conférence les uns pas les autres au retour dont la clarté, la vérité et la netteté feront éclater toutes les équivoques, toutes les chimères, et en un mot toutes les intrigues."

Le centre droit a naturellement voulu s'offrir à cette compétitions. Dans une réunion, à laquelle tous les membres de cette fraction de la Chambre appartenait, M. de Saint-Marc Girardin a donné lecture d'un nouveau programme, dont il est l'auteur. Ce manifeste, quoique passablement éloigné de celui de M. Ernoul, Target, Barsanges, en diffère cependant sur quelques points essentiels. Tandis que le groupe de la droite propose la monarchie constitutionnelle au profit de M. le comte de Paris, celui du centre droit se prononce pour la monarchie constitutionnelle et en faveur de la maison d'Orléans, mais à la condition que le gouvernement ne soit pas un gouvernement d'un parti, mais un gouvernement national.

Ce nouveau manifeste, qui avait suscité cette nouvelle intrigue, espérant bien en profiter, s'est empressé de donner son adhésion au manifeste du 3 décembre, lorsque le *Journal de Paris* a publié l'article suivant, signé du secrétaire de sa rédaction :

Quatre-vingts membres environ de la droite, parmi lesquels nous citerons MM. Arthur de Cumont, de Meaux, Barsanton, Depeyre, viennent de mettre d'accord un manifeste politique.

Le document dont il s'agit n'a pas encore été livré à la publicité. Mais il est déjà à présent connu dans ses points fondamentaux. Les auteurs et les signataires du Manifeste des 80 repoussent la monarchie héréditaire et traditionnelle aussi bien que toute constitutionnelle et parlementaire.

En d'autres termes, ils rejettent repliés sur le trône de la maison de France; mais ils veulent aussi qu'elle accepte les conditions qui sont celles des gouvernements modernes.

Si le vœu, c'est tout un système qui se résumerait en deux mots : la fusion de la monarchie constitutionnelle avec la société moderne, du droit héréditaire avec le droit national.

Nous n'hésitons pas à le dire, parce que c'est la vérité : les signataires du Manifeste viennent de faire un pas considérable. Ils viennent se placer sur un terrain parfaitement acceptable pour nous.

La question maintenant est de savoir si, restant ainsi sur ce terrain par la force même des choses, ils y auront résolu tout par le comte de Chambord.

Le langage, qui sera encouragé tout à la fusion au profit de M. le comte de Paris, inspiré par la maison d'Orléans, a été vertement relevé par les feuilles légitimistes. C'est ainsi que l'Union s'écrie :

L'analyse écrite par le *Journal de Paris*, nous devons la croire, le tort d'attribuer aux signataires du manifeste du 3 décembre un langage qui, d'un manifeste de ce genre, est un manifeste des impossible.

Ils veulent, dit le *Journal de Paris*, la monarchie héréditaire," et c'est fort heureux. Ils veulent, ajoute-t-il, replacer sur le trône la Maison de France," et c'est assurément digne d'applaudissements; mais ils veulent, continue le *Journal de Paris*, qu'elle accepte les conditions qui sont celles des gouvernements "modernes."

Tant pis pour la Maison de France, nous sommes forcés de le dire, à notre tour, puisque la question de la Maison de France est subordonnée à la souveraineté de ceux qui parlent, mais aussi tant pis pour les auteurs du manifeste dont ils parlent ne sont pas dédaignés.

Parfait que libre conférence les uns pas les autres au retour dont la clarté, la vérité et la netteté feront éclater toutes les équivoques, toutes les chimères, et en un mot toutes les intrigues."

Le centre droit a naturellement voulu s'offrir à cette compétitions. Dans une réunion, à laquelle tous les membres de cette fraction de la Chambre appartenait, M. de Saint-Marc Girardin a donné lecture d'un nouveau programme, dont il est l'auteur. Ce manifeste, quoique passablement éloigné de celui de M. Ernoul, Target, Barsanges, en diffère cependant sur quelques points essentiels. Tandis que le groupe de la droite propose la monarchie constitutionnelle au profit de M. le comte de Paris, celui du centre droit se prononce pour la monarchie constitutionnelle et en faveur de la maison d'Orléans, mais à la condition que le gouvernement ne soit pas un gouvernement d'un parti, mais un gouvernement national.

Ce nouveau manifeste, qui avait suscité cette nouvelle intrigue, espérant bien en profiter, s'est empressé de donner son adhésion au manifeste du 3 décembre, lorsque le *Journal de Paris* a publié l'article suivant, signé du secrétaire de sa rédaction :

Quatre-vingts membres environ de la droite, parmi lesquels nous citerons MM. Arthur de Cumont, de Meaux, Barsanton, Depeyre, viennent de mettre d'accord un manifeste politique.

Le document dont il s'agit n'a pas encore été livré à la publicité. Mais il est déjà à présent connu dans ses points fondamentaux. Les auteurs et les signataires du Manifeste des 80 repoussent la monarchie héréditaire et traditionnelle aussi bien que toute constitutionnelle et parlementaire.

En d'autres termes, ils rejettent repliés sur le trône de la maison de France; mais ils veulent aussi qu'elle accepte les conditions qui sont celles des gouvernements "modernes."